



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le trente septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 24 septembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 25

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 7

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Christel BOUBERT donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Pascale GALAIS
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 30 septembre 2024

M_DL240930_150

MARCHES PUBLICS - DIAGNOSTIC AMIANTE DES BÂTIMENTS - GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – Compte tenu des besoins récurrents de la Ville en matière de diagnostic amiante de ses bâtiments, il est nécessaire de procéder à une consultation pour la mise en place d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

Les besoins de la Ville étant identiques à ceux du CCAS, il a été décidé d'y inclure les résidences autonomie l'Eau Vive et Beauregard.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement d'une convention constitutive de groupement de commandes.

Cette convention précise :

- Que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et de notifier l'accord-cadre ;
- que la commission marchés du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission du groupement de commandes ;
- Que chacun des membres du groupement, pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter son propre accord-cadre ;

A l'issue de la procédure, l'accord-cadre sera signé pour une durée d'un an, à compter de sa date de notification, puis reconductible tacitement 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 ans.

Le montant maximum annuel de commandes pour la Ville est fixé à : **15.000 euros HT**

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de la Commande Publique,

CONSIDÉRANT

- Que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique prévoient la possibilité de constituer des groupements de commandes ;
- qu'il est nécessaire de former un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS afin de constituer un accord-cadre permettant la réalisation de ces prestations diagnostic amiante ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

D'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville et le CCAS de Montivilliers, destinée à la passation d'un accord-cadre de diagnostic amiante des bâtiments ;

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Imputation budgétaire

Exercice 2025 et suivants

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : toutes fonctions selon les bâtiments

Nature et intitulé : 615221 : Entretien des bâtiments

Montant maximum annuel HT : 15 000 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

